

« Point de Mire »

Les deux articles que nous vous présentons ici sont consacrés à des événements particuliers qui se sont déroulés dans le cours de la seconde guerre mondiale. Le premier est consacré au mouvement de contestation qui a traversé le corps expéditionnaire américain en 1945-1946, le second au « Parlement » des soldats de la 8^e armée britannique qui se réunissait au Caire en 1944. Un troisième texte, « L'armée des hommes libres » est d'ores et déjà présent dans cette « Bibliothèque de nos mémoires ».

Puissantes organisatrices de la mémoire historique, les cérémonies officielles occultent nombre des aspects et des acteurs de cette « guerre civile internationale » qui a débuté quelque part en Espagne ou en Mandchourie pour s'étendre des montagnes grecques jusqu'à Dien Bien Phu. Les peuples et les travailleurs en armes y ont joué leur partition et entendaient bien faire entendre leur musique. Ce sont quelques mesures de ce contrepoint que nous voulons faire entendre ici.

Cette mémoire-là, c'est notre mémoire. À bien des égards, nous sommes redevables non seulement du sang versé mais aussi des espérances et des leçons politiques, stratégiques et programmatiques que l'histoire nous a léguées.

Nous profitons de la mise en ligne de ces deux articles pour saluer la mémoire de notre ami et camarade Max Watts, récemment disparu. Juif autrichien, Américain, Allemand, Australien, en tout cas internationaliste et globe-trotter, il avait été à l'époque de la guerre du Vietnam l'une des principales chevilles ouvrières en Europe de l'aide aux GI's qui résistaient à l'intérieur (Rita, « Resisters Inside The Army ») et aux jeunes mobilisés qui refusaient de partir. Dans les années 1970, il avait aussi grandement contribué à aider les comités de soldats qui se mettaient en place dans les régiments français stationnés en Allemagne. Nous l'avions rencontré dans la construction d'ECCO, la Conférence européenne des organisations de soldats, fondée à Malmo en 1979. Toujours sur le pont, il avait, entre autres, organisé pendant la première guerre du Golfe la distribution des tracts d'Information pour les droits du soldat aux marins français dont les navires faisaient escale en Australie et participé au bulletin *Ritafax News*. Il a publié *Left Face. Soldier Unions and Resistance Movements in Modern Armies* (New York, Greenwood Press, 1991). À la fois histoire des résistances et du syndicalisme aux armées et analyse des conditions sociales et historiques de l'apparition de ces mouvements, ce livre est malheureusement resté inédit en français. Salut Max !

Patrick Le Tréhondat & Patrick Silberstein (décembre 2010)

1945-1946 : la révolte des GI's

Patrick Le Tréhondat

À la fin de la seconde guerre mondiale, quinze millions d'hommes et de femmes enrôlés dans les rangs de l'armée américaine se sont retrouvés éloignés à des milliers de kilomètres de chez eux. Tous, le conflit terminé, attendent avec impatience une démobilisation qui tarde à venir. Pourtant le commandement militaire américain décide de transférer des troupes du théâtre européen vers le Pacifique, annulant ainsi tout espoir de rapatriement. Immédiatement la grogne parmi les GI's se fait sentir. Elle sera à l'origine du mouvement *Bring us Home!* (Ramenez-nous à la maison!).

Le mouvement de protestation touche en premier lieu ceux qui sont en instance de partir vers l'Europe ou le Pacifique. Le 21 août 1945, la Maison Blanche reconnaît avoir reçu un télégramme de protestation signé par 580 soldats de la 19^e division stationnée au camp Shelby (Mississippi). Dans cette même unité, le général Twadle doit expliquer sous les sifflets de la troupe les raisons du départ de l'unité vers le Japon. Selon le journaliste qui assistait à la cérémonie, son discours – simple formalité qui devait durer dix minutes – s'achèvera péniblement après quarante minutes au milieu de l'exaspération des soldats. Mais à la fin de 1945, les événements prennent une autre tournure : la révolte gagne les troupes situées hors des États-Unis.

En ce jour de Noël 1945, 4 000 soldats défilent dans les rues de Manille en criant « Nous voulons des bateaux ! ». Cette manifestation a été provoquée par l'annulation d'un départ de troupes vers les États-Unis. La déclaration du colonel J.C. Campbell aux soldats en colère ne fait que mettre de l'huile sur le feu : « Vous avez oublié que vous ne travaillez pas pour la General Motors : vous êtes encore dans l'armée ! ». Cette déclaration aura une résonance symbolique particulière puisque, au même moment, 225 000 ouvriers de cette entreprise étaient en grève.

En fait, par une coïncidence rare, un des plus puissants mouvements de grève qu'aient connus les États-Unis depuis l'ouverture du conflit militaire se déroule au moment où l'armée américaine va elle-même connaître un puissant mouvement de contestation. Cinq millions de travailleurs sont en grève et tiennent des piquets de grève devant les portes des usines ; en janvier 1946, le cœur de l'industrie américaine est pratiquement paralysé. Nous verrons plus loin comment cette situation permit une jonction entre le mouvement ouvrier et le mouvement des GI's. Lucide, le journal new-yorkais *PM* constate dans son édition du 13 janvier 1946 : « Une fièvre de grève sévit parmi les GI's. Presque tous les soldats expriment ressentiments et colère. Colère légitime à leurs yeux contre leurs employeurs. Il ne s'agit pas des soldes. C'est un élément mineur du phénomène. Ils ne supportent plus leurs conditions de travail, la durée de leur service : ils n'aiment pas leurs patrons ».

Bring us Home !

Le 26 décembre 1945, le lendemain de la manifestation de Manille, les autorités militaires déclarent que 15 000 hommes seront prochainement renvoyés vers leurs bases d'origine. Cependant, le 14 janvier 1946, *Stars and Stripes*, le journal le plus lu dans l'armée, annonce que le niveau de démobilisation sera réduit de 800 000 à 300 000 hommes par mois en raison des difficultés à trouver des remplaçants. Finalement, on reconnaît officiellement qu'en raison du manque de moyens de transport, les hommes qui devaient être démobilisés dans les trois mois suivants ne le seront pas. L'exaspération est à son comble. Dans une lettre au Congrès datée du 23 janvier 1946, un soldat laisse aller son ras-le-bol : « Tout d'abord c'était des problèmes de bateaux, maintenant ce sont les remplacements... Allons-nous nous laisser utiliser comme otages pour la mise en place d'une conscription ? »

Le 6 janvier 1946, ce sont encore des milliers de soldats qui manifestent à Manille. Des heurts violents avec la police militaire ont lieu. Le 7 janvier, 2 500 soldats marchent vers le quartier général. Sur leurs banderoles on peut lire « Service oui, servage jamais ! », « Assez de promesses, de double langage, de double mensonge ». Par voie de tracts, ils imputent le ralentissement du retour vers le pays à la volonté du gouvernement de forcer ainsi la mise en place de la conscription. Ils ajoutent : « Le ministère veut que l'armée soutienne son impérialisme ».

Selon plusieurs témoignages, durant la nuit qui a suivi cette manifestation, de 15 000 à 20 000 soldats se sont rassemblés autour du parlement philippin pour organiser un meeting géant. Ils y dénoncent la politique d'agression des États-Unis contre la Chine et l'Indonésie et revendiquent le droit pour les Philippines de régler leurs propres problèmes internes. Une dépêche d'UPI décrit l'atmosphère dans la capitale comme « tendue ».

Le même jour, à camp Boston en France, 2 000 soldats tiennent un meeting sur les mêmes revendications du droit au retour. À Saipan, 3 500 hommes de la 315^e escadre de la 20^e division engagent une grève de la faim. À Guam, ce sont 18 000 soldats qui tiennent deux meetings de masse sur les mêmes objectifs. À Yokohama, 500 GI's décident d'organiser une manifestation.

En France, à Reims, ils sont 1 500 à demander des explications sur la lenteur de la démobilisation. À Paris, on peut voir des affiches qui déclarent : « Ne laissons pas tomber nos potes de Manille : rendez-vous Arc de Triomphe 20 h 30 ». Le 8 janvier 1946, 1 000 soldats sont au rendez-vous et manifestent en descendant les Champs-Élysées en direction de l'ambassade des États-Unis.

De Grande-Bretagne un télégramme signé par 1 800 officiers et soldats du rang réclame des explications sur le retard des rapatriements. Ils espèrent, disent-ils, que « leur confiance dans la démocratie ne sera pas trompée ». À Francfort, 5 000 soldats manifestent. Quarante seront arrêtés. À Calcutta, ce sont 5 000 soldats qui descendent dans la rue. Ils sont plus de 15 000 à Hickman Field (Honolulu) tandis qu'à Séoul, plusieurs milliers de GI's signent un texte qui déclare « Nous ne comprenons pas pourquoi le ministère maintient en temps de paix l'armée en outre-mer ». À Batangas (Philippine), 4 000 soldats collectent des fonds pour se payer une page de publicité dans des journaux américains afin d'obtenir la démission du secrétaire à la guerre Patterson. À Hawaii, un journal de soldats dénonce « Patterson, ennemi public numéro 1 ».

La force du mouvement est telle que même la poste militaire est utilisée pour faire monter la pression contre le gouvernement. Sur le courrier expédié à leurs proches par les soldats, une mention orne les lettres : « Pas de bateaux, pas de vote ! », appuyée d'une invite au destinataire « Écrivez à votre député pour nous ramener à la maison ». Les familles de soldats organisent elles aussi la pression. Le sénateur Thomas se dit fatigué de les avoir « sur le dos jour et nuit ». Selon lui, c'est pratiquement 100 000 lettres qui arrivent chaque jour pour réclamer le retour des « boys ».

La Grande Charte

Le 13 janvier 1946, une déclaration de 500 soldats stationnés à Paris est caractérisée par l'agence UPI comme « un programme révolutionnaire de réforme militaire ». Cette déclaration, ou Grande Charte¹ comme les GI's la baptisèrent, réclame :

- L'abolition des mess d'officiers ; des rations égales pour tous sur la base du « premier arrivé, premier servi ».
- L'ouverture des clubs d'officiers et de toutes les installations de loisirs aux officiers et aux hommes du rang.
- La réforme de la cour martiale militaire qui doit comprendre des hommes du rang.

Cette déclaration demande également la démission du secrétaire à la Guerre. Un comité est élu pour défendre cette charte devant une représentation du Sénat qui doit se rendre en Europe dans les quinze jours. Ce comité se transformera en Comité de libération des GI's.

Le gouvernement américain semble dans un premier temps tétanisé par l'ampleur du mouvement. Il se sent particulièrement désarmé lorsque des délégués de soldats commencent à utiliser les moyens de transport militaires (y compris les avions) pour se réunir. Une censure plus stricte s'abat alors sur les journaux militaires ; le 11 janvier 1946, le *Daily Pacifian* stationné à Manille doit annoncer à ses lecteurs que « de nouvelles restrictions à la liberté d'expression étant imposées, la rédaction ne sera plus en mesure d'apporter toutes les informations souhaitées et la vérité complète à ses lecteurs GI's ». Cinq jours plus tard, lorsque l'agence UPI annonce qu'un bateau a quitté la ville aux deux tiers vide, le comité de soldats de Manille décide immédiatement de nouvelles initiatives pour les jours à venir. Le lendemain, le général Eisenhower décide l'interdiction de toute manifestation de soldats. Le général Mc Narney, commandant des troupes en Europe, donne un ordre similaire où il précise que « toute réunion de soldats peut être préjudiciable au prestige des forces d'occupation ». À Honolulu, le lieutenant-général Richardson menace de la cour martiale tout soldat ou officier agissant en faveur d'une démobilisation rapide. Il fait procéder à l'arrestation de quatre soldats dirigeants du mouvement. Pour avoir signé une pétition contre la censure imposée à leur journal, deux soldats membres de la rédaction de *Stars and Stripes* sont mutés à Okinawa, qui est considérée par les soldats comme « la Sibérie de l'armée américaine ».

Les syndicats soutiennent les GI's

Les dirigeants du comité de Manille sont également mutés à Okinawa. L'un d'entre eux, le sergent Emil Mazey, est l'ancien secrétaire d'une section syndicale de l'UAW (syndicat de l'automobile). Il s'était déjà fait remarquer en 1943, lors d'un congrès syndical, pour avoir combattu la législation antigreve et avoir également proposé la construction d'un parti ouvrier, indépendant du Parti démocrate. Il est à l'époque un des leaders de la gauche syndicale. L'exemple de Mazey est significatif de la composition de l'armée américaine de l'époque. Par le jeu de la conscription, l'ensemble des classes sociales y est représenté. Et bien entendu les ouvriers syndicalistes capables d'organiser et de mener une lutte ne sont pas absents des unités. L'expérience de Mazey et de ses camarades n'est certainement pas étrangère au fait que le comité de Manille était constitué de 156 délégués représentant 139 000 soldats et trouva une force incontestable du fait de sa représentativité.

Le mouvement est donc très structuré : le comité élit un président qui désigne à son tour un bureau de neuf membres dont deux sont des officiers. Ce groupe dirigeant, en plus du syndicaliste Mazey, est très significativement composé d'un Noir de Caroline du Nord, d'un Blanc d'Alabama, d'un Juif, d'un Italo-Américain et de représentants des différentes régions des USA. Le fait que les « boys » n'étaient pas « des travailleurs de la General Motors », selon les propres mots du colonel Campbell, revient en mémoire des soldats lorsque

1. La Grande Charte (Carta Magna) fut signée en 1215 entre le roi d'Angleterre et ses féodaux en révolte. Elle reconnaissait le droit à l'insurrection dès lors que le roi ne se conformait pas à ses engagements.

la répression s'abat sur Mazey et ses compagnons. Aussitôt, ils prennent contact avec le syndicat de l'automobile pour lui demander son soutien. Leur demande est immédiatement rendue publique et le président de l'UAW fait alors la déclaration suivante : « J'ai la plus grande sympathie pour le sentiment outragé des GI's. Le ministère a annoncé une démobilisation : elle doit être respectée au moins dans les pays non-hostiles où nos troupes sont stationnées. Pourquoi avons-nous besoin d'occuper les Philippines avec nos marins et nos soldats ? Poser la question, c'est déjà montrer tout le ridicule de cette occupation ». Le 5 janvier, le CIO² de Los Angeles appelle à une manifestation devant le consulat de Chine pour soutenir les revendications des GI's. Plusieurs conseils de syndicats votent des déclarations comme celle d'Akron³ qui proclame : « Attendu que le comité de Manille a demandé le soutien du mouvement ouvrier pour accélérer leur retour vers leurs foyers et leurs familles, cela doit être fait. Le conseil des syndicats d'Akron soutient la protestation des soldats contre la lenteur de la démobilisation et apporte son soutien aux millions de travailleurs en uniforme qui désirent la paix, retourner dans leur foyer et à la vie normale [...]. Le conseil des syndicats d'Akron se déclare en accord complet avec les soldats qui protestent contre leur utilisation pour protéger la richesse et la propriété de sociétés anti-ouvrières comme la Standard Oil et la General Motors ».

Devant l'ampleur du mouvement, le gouvernement américain va accélérer la démobilisation. Fin 1946, les troupes stationnées hors des États-Unis ne comptent plus que 1,5 million d'hommes. Selon Fred Halstead⁴, « la force de la révolte, son ampleur, et le soutien massif qu'elle reçut aux USA a amené la machine militaire à une quasi-désintégration ».

À partir d'informations éparées, nous avons voulu retracer quelques moments de cette onde de choc, conscients que cette histoire reste encore à écrire. *Bring us Home* prend à contre-pied toutes les explications (notamment celles des stalinien) selon lesquelles tout processus révolutionnaire au sortir de la guerre se serait brisé sur la force militaire américaine soucieuse de la stabilité et de la reconstruction de l'ordre capitaliste en Europe. L'armée américaine, en raison des contradictions sociales qui la minaient⁵, de l'état d'esprit des troupes qui ne partageaient ou ne comprenaient plus les objectifs qui lui étaient assignés et de la situation sociale aux États-Unis, ne constituait pas un instrument fiable à 100 %, et suffisamment discipliné pour réprimer une révolution. Notamment si ces millions de GI's avaient pu reconnaître leurs propres aspirations dans les objectifs révolutionnaires et si ce mouvement révolutionnaire avait alors su se doter d'une politique particulière vis-à-vis d'eux.

Ces hypothèses soulignent que la présence de l'armée américaine sur le sol européen ne constituait pas un obstacle insurmontable aux perspectives révolutionnaires qui s'ouvraient notamment en Italie ou en France au lendemain de la chute du nazisme.

Bring us Home préfigure les mouvements de contestation qui devaient secouer ultérieurement l'armée américaine et qui culmineront au cours de la guerre du Vietnam pour resurgir pendant la guerre du Golfe.

Enfin, à la veille des commémorations de la Libération du continent européen, *Bring us Home* nous rappelle que les intérêts des États engagés dans la lutte contre le nazisme et la caste militariste japonaise et les stratégies militaires mises en œuvre par les états-majors des forces alliées étaient loin de coïncider avec ceux des peuples.

2. Congress of Industrial Organisations, confédération des syndicats d'industrie née en 1935 du refus de l'organisation par métiers de la vieille American Federation of Labor (AFL) qui excluait la masse grandissante des ouvriers « non-qualifiés ». Ces deux confédérations fusionneront en 1955 pour former l'AFL-CIO.

3. De nombreux syndicalistes refusèrent de se plier à la collaboration de classes organisée par la bureaucratie syndicale qui avait avalisé, « au nom de l'effort de guerre », la législation antigrevé et la baisse drastique du niveau de vie. À Akron, de nombreuses sections syndicales supportèrent la création d'un parti ouvrier indépendant. (Mike Davis, *Prisoners of the American Dream*, Lonon/New York, Verso, 1986)

4. Fred Halstead a été un animateur du mouvement contre la guerre du Vietnam dont il a retracé l'histoire dans *Out Now* (Monad Press, 1978). Il est l'auteur de plusieurs contributions sur l'histoire de la contestation dans l'armée américaine dont nous nous sommes servis pour l'écriture de cet article.

5. Outre le mélange explosif que renferme toute armée de conscription, il faut souligner ici le facteur désintégrateur de la ségrégation raciale. Le *New York Times* s'inquiétait dès 1942 des des conséquences du séjour des Noirs américains en Angleterre « lorsque ceux-ci rentreraient chez eux ». Un député du parti travailliste avait demandé à Winston Churchill de faire savoir au commandement américain que le racisme « ne faisait pas partie des mœurs locales ».

Le Parlement aux armées

Patrick Silberstein

« Je me souviens d'une armée ingénieuse et résolue, de plus en plus hostile aux vertus militaires traditionnelles et devenue beaucoup plus antifasciste et consciemment anti-impérialiste, qu'aucun de mes jeunes amis n'aurait été près de le croire » (Edward P. Thompson, chef de char, 8^e armée britannique, historien).

Juillet 1945 : quelques semaines seulement après la chute du 3^e Reich, les Britanniques accordaient une majorité parlementaire aux travaillistes et renvoyaient Winston Churchill dans ses foyers. On estime que 80 % des effectifs militaires¹ ont alors voté en faveur du Labour. Après six années de guerre, les soldats de Sa Gracieuse Majesté demandaient que le pays s'engage dans des réformes sociales de grande envergure². Le vote de l'armée était l'aboutissement d'un processus de maturation politique que la guerre avait sécrété. Comme nous avons pu le lire dans l'article de Peter Tatchell, en 1940, la menace d'invasion avait mobilisé le peuple de Grande-Bretagne³. Et, dans le cours du conflit, les buts de guerre de l'*establishment* et ceux des masses populaires suivirent souvent des routes séparées. Partout dans le pays, dans les usines, dans les universités, dans ce que de nombreux observateurs ont appelé une « quasi armée populaire », les débats allaient bon train. En finir avec le fascisme et définir les objectifs politiques et sociaux de l'après-guerre étaient les questions qui mobilisaient l'Angleterre populaire⁴. La défaite allemande à Stalingrad face à l'Armée rouge avait soulevé l'enthousiasme populaire et des manifestations de soldats avaient eu lieu pour saluer cette victoire sur le nazisme.

D'avril 1943 à janvier 1944, les conservateurs perdaient régulièrement les élections alors que les « dissidences » travaillistes se multipliaient et que plusieurs officiers en service actif étaient élus aux Communes sur la liste Commonwealth⁵. Mouvement politique hybride, « quasi-socialiste », sans stratégie précise, Commonwealth allait de succès en succès en prenant des positions radicales : ouverture d'un second front, nationalisation des terres et des charbonnages. L'agitation politique dans le pays alors en pleine guerre était à son paroxysme. On discutait de tout : de la réforme agraire en Écosse, du contrôle sur la spéculation immobilière, de la nationalisation des banques...

Un document d'esprit keynésien, élaboré par Lord Beveridge, membre influent du Parti radical, soulevait alors un énorme intérêt : 525 000 exemplaires de ce rapport étaient diffusés en un laps de temps record. Le résumé spécialement rédigé pour les soldats fut néanmoins interdit sur instruction du Premier ministre. S'appuyant sur le règlement militaire, le gouvernement expliquait que le rapport était sujet à controverses alors que les séances d'éducation où il était discuté étaient obligatoires puisque faisant partie des attributions des soldats. Trois mois plus tard, l'interdiction était levée devant une fronde parlementaire.

« Quand le peuple est aux armées, les préoccupations populaires deviennent celles de l'armée »

Dès 1941, revenant sur sa décision de 1940 de réduire les activités d'éducation des armées qui « n'avaient aucun sens pour se battre », le War Office décidait la mise en place de 3 heures d'éducation par semaine pour l'ensemble des hommes de troupe. Cette décision s'appliquait à tous les soldats, y compris ceux affectés dans les unités combattantes. Il s'agissait ainsi de développer le moral des armées afin que la troupe sache pourquoi elle combattait et pourquoi le fascisme devait être vaincu. Il était devenu clair – y compris aux yeux

1. La Grande-Bretagne avait mobilisé cinq millions d'hommes et de femmes sous les drapeaux. Tous les hommes de moins de 60 ans et les femmes de moins de 50 ans étaient eux aussi mobilisés dans le dispositif « civil ».

2. Selon Peter Tatchell, l'armée était loin d'être prête à s'opposer à l'élection d'un gouvernement socialiste radical. Certains secteurs auraient même envisagé un coup d'État militaire contre les Tories si Churchill avait été réélu, et discuté de la possibilité de demander au maréchal Montgomery de prendre la tête d'un gouvernement anti-Tory soutenu par l'armée.

3. Peter Tatchell, « L'armée des hommes libres », « Bibliothèque de nos mémoires », www.syllepse.net.

4. La volonté d'accélérer la guerre et les divergences anglo-américaines sur le second front alimentaient les discussions. Les États-Unis et l'URSS étaient favorables à ce second front en Europe occidentale tandis que l'invasion par les Balkans avaient les faveurs de Churchill.

5. Selon certaines estimations, le cinquième des adhérents de Commonwealth était des militaires.

des plus conservateurs de l'équipe dirigeante – que le conservatisme militaire était une entrave à l'effort de guerre et que des changements radicaux dans l'organisation des forces étaient essentiels pour la victoire.

Le Bureau militaire des affaires courantes (ABCA) qui avait la responsabilité de l'éducation a donc été renforcé en effectifs et en moyens. Les enseignants et leur syndicat – notamment sa branche vouée à l'éducation populaire – ont été appelés à jouer un rôle très actif dans la conception et l'animation de ce programme.

L'objectif assigné à l'ABCA était la création d'une « armée démocratique moderne ». Les instructions données aux officiers précisait que « l'armée britannique devait oser être démocratique parce que c'est en tant que citoyens d'un pays démocratique que nous gagnerons⁶ ». Il était conseillé à l'encadrement d'autoriser la libre expression des militaires du rang, de permettre la création de journaux muraux dans les unités et la publication de bulletins auxquels tous seraient encouragés à contribuer.

La publication officielle de l'ABCA diffusait des articles aux titres évocateurs : « Du travail pour tous », « Notre alliée, la Russie », « Le nationalisme écossais : indépendance ou autonomie », « La résistance des partisans en Yougoslavie », « Comment abolir la guerre ? », « La nation juive », « L'indépendance des Indes ». Les sujets abordés dans les conférences dispensées à la troupe traitaient du combat contre le fascisme, des problèmes sociaux, du soldat-citoyen, de l'après-guerre, de la réforme du système éducatif, de l'établissement d'un système national de santé, de l'habitat nouveau, etc.

C'est ainsi en grande partie à la suite des initiatives de l'ABCA que des comités de soldats du rang ont été élus dans nombre d'unités. Des comités d'entraide étaient élus à chaque échelon régimentaire pour représenter les intérêts de la troupe. Ces comités n'hésitaient pas à prendre des initiatives sur divers problèmes : conditions de logement, permissions, distractions, aide financière aux soldats dont les familles étaient sinistrées à la suite des bombardements. Ces comités ont imposé *de facto* un système de consultation entre les officiers et les hommes du rang. Dans une certaine mesure, la troupe a ainsi participé à l'organisation et à l'administration des unités et modifié les relations de commandement.

L'esprit de Cromwell

En juin 1942, avec la chute de Tobrouk, l'avance de Rommel vers Le Caire apparaissait irrésistible. Tandis que la 8^e armée reconstruisait sa ligne de front à El Alamein, le remplacement du commandant en chef était à l'ordre du jour. Il fallait à tout prix restaurer le moral et l'esprit combatif. Le nouveau commandant en chef, le général Bernard Montgomery passait pour être habité d'un esprit *cromwellien* et influencé par l'expérience de la Nouvelle armée qui avait façonné la Révolution anglaise. Aussitôt nommé, le nouveau chef décidait qu'il ne bougerait pas tant que son armée n'aurait pas été rééquipée, entraînée et tant qu'elle ne « disposerait pas des informations nécessaires à la compréhension de ses tâches ».

La « crise du désert » devait contraindre la hiérarchie au renforcement des sections d'enseignement auprès des troupes. Des dizaines de professeurs et d'instituteurs ont alors été affectés auprès de l'antenne cairote de l'ABCA. Parmi eux se trouvaient de nombreux militants syndicaux et politiques.

En relation avec un certain Henri Curiel qui tenait une librairie au Caire, réunis en un Groupe d'étude marxiste et membres du Parti communiste britannique pour l'essentiel d'entre eux, des soldats de la VIII^e Armée se sont alors saisis de la situation nouvelle pour travailler à la construction de ce qu'ils appelaient le « Mouvement antifasciste des soldats britanniques ». La publication d'un journal, intitulé *KD*, fut mise en route. Imprimé à Haïfa en Palestine, ni autorisé ni interdit par les autorités militaires, il était acheminé clandestinement vers toutes les bases anglaises de la région. Saluant les soldats de la 8^e armée, le premier numéro de *KD*, paru en juin 1943, donnait l'orientation : « Renforcer la grande alliance antifasciste, vaincre le fascisme, défaire la réaction nationale et préparer la paix des peuples ».

Les « Rats du désert » élisent leur Parlement

Avec l'aide du vice-recteur de l'Université américaine du Caire, il fut décidé de la mise en place de ce qui allait entrer dans l'histoire de la démocratie aux armées sous le nom de « Parlement du Caire ». Un comité de préparation devait prendre les mesures organisationnelles et politiques nécessaires et assurer la liaison avec les autorités militaires et notamment avec le brigadier-général Chrystal qui commandait la place.

6. Cité par Peter Tatchell, *Democratic Defence*, Heretic Books, Londres, 1985.

Profitant de la situation exceptionnelle qui régnait à l'époque au Caire, le Parlement put se réunir dans un centre culturel appelé *Music-for-All*. On pouvait trouver là toutes sortes d'activités récréatives : musique, théâtre, cinéma, clubs, conférences, etc. C'est là aussi que se réunissait, de façon discrète, une fois par semaine, depuis le début de 1942, le Groupe d'étude marxiste.

Bien que les activités de *Music-for-All* aient été destinées aux soldats, le centre ne dépendait pas directement de l'autorité militaire. Ce qui symboliquement lui avait donné une image d'indépendance vis-à-vis de tout contrôle officiel. D'autant que, contrairement aux autres structures de loisirs à destination du personnel militaire, il n'y avait aucune discrimination de classe dans les locaux : pas de mess, pas de salles séparées en fonction des grades ; on pouvait y venir en uniforme ou en civil, les invités non militaires étaient admis.

La « crise du désert » fournissait aux antifascistes l'occasion de franchir un pas dans la voie de l'organisation des soldats. En donnant les moyens à la troupe de s'associer largement aux débats concernant leur avenir, le Parlement reprenait les traditions démocratiques de la Révolution anglaise et de son armée de citoyens. Mais il fallait prendre garde à ne pas violer ouvertement un règlement militaire qui interdisait toute activité politique.

Le commandant de la place du Caire et les autorités de Londres devaient dans un premier temps donner leur accord à ce qu'elles considéraient devoir être une activité éducative. La procédure choisie pour le fonctionnement du Parlement était calquée sur celle de la Chambre des Communes. Les ordres du jour étaient déterminés par le Comité du Parlement. Réuni pour la première fois devant plusieurs centaines de « spectateurs » échauffés, le Parlement du Caire a émis un vote en faveur de la nationalisation des grandes entreprises. Pour asseoir sa légitimité qui était mise en cause par ceux qui commençaient à brandir la crainte de la « subversion », le comité a décidé d'organiser des « élections générales ». La procédure choisie fut acceptée par la hiérarchie militaire. Après une intense campagne électorale dans l'ensemble des unités, le 2 février 1944, l'assemblée réunie au *Music-for-All* procédait à l'élection du Parlement en présence de la presse égyptienne et anglo-américaine, des envoyés du brigadier-général... et des espions allemands. Le Parti travailliste (les communistes étaient inclus dans le ticket travailliste) recueillait 119 voix et le Commonwealth 55 voix. Les libéraux gagnaient 38 voix tandis que les Tories arrivaient bons derniers avec seulement 17 suffrages. Les travaillistes formaient aussitôt un gouvernement et désignaient le soldat de deuxième classe Harry Salomons (qui fut parlementaire avant la guerre) comme Premier ministre de l'armée d'Egypte. La presse rendit largement compte des élections et publia la liste du gouvernement qui comptait un ministre des Indes et des colonies, le sergent Bardell.

La session suivante s'ouvrit devant 500 personnes. Le porte-parole, en évitant soigneusement de tomber sous les coups du règlement, proposa à l'ordre du jour une discussion sur l'indépendance des Indes, la nationalisation des charbonnages et des chemins de fer. Les conditions du service furent elles aussi inscrites à l'ordre du jour. De même que la signature d'un traité d'amitié et de coopération avec l'URSS. « Dans chaque camp, dans chaque casernement, dans chaque trou à rat entre Le Caire et Monte Cassino, la troupe discutait du Parlement⁷. »

Les autorités militaires étaient alors confrontées à un énorme problème. Il leur fallait briser le processus en cours sans paraître agir contre les principes qui étaient censés être ceux de l'Angleterre : la lutte contre le fascisme et pour la démocratie, principes auxquels les masses en kaki s'étaient naturellement identifiées. Le War Office fut très alarmé quand la radio allemande diffusa une allocution de Goebbels affirmant que « les troupes anglaises étaient en train d'organiser des soviets ». Le Ministère de la guerre dénonça alors la subversion et ordonna la reprise en main. Par 600 voix contre une – celle du brigadier-général présent lors de cette session –, le Parlement du Caire repoussa l'ultimatum ministériel. Le 5 avril, le brigadier-général Chrystal prit les premières mesures de rétorsion : mutations des principaux animateurs, mise sous tutelle militaire des sessions, interdiction de désigner le Parlement sous le terme « parlement »...

Il n'est pas exclu, selon Robert Kisch, que cette initiative ait pu servir les buts politiques de Churchill. En effet, l'existence d'une armée anglaise radicalisée dans la zone méditerranéenne pouvait entretenir une vision illusoire au sein des maquis des Balkans sur les objectifs véritables de l'impérialisme britannique dans la région⁸. Mais, quoi qu'il en soit, pour les centaines de soldats qui ont participé au Parlement du Caire, pour les milliers qui en ont débattu, il s'agissait d'un outil politique qu'ils avaient forgé et dont ils étaient les maîtres. C'est par son entremise qu'ils développaient leurs objectifs et leur contribution politique à la lutte antifasciste qu'ils menaient les armes à la main. Cela reflétait de façon certaine le niveau de la conscience antifasciste et

7. Richard Kisch, *The Days of the Good Soldiers*, London, The Journeyman Press, 1985.

8. *Ibid.*

anticapitaliste des travailleurs sous l'uniforme du front proche-oriental. Les femmes et les hommes de la VIIIe Armée ont ainsi montré leur volonté et leur force pour que – dans le cours de la guerre et dans la perspective de la paix – soient engagées les transformations de l'armée britannique en « armée de citoyens » et de la société tout entière vers une « démocratie sociale ».

Quelques jours après la dernière session libre du Parlement du Caire qui aura vécu quelques mois, l'armée grecque libre stationnée en Égypte, entrait en rébellion. Un peu plus tard, les bases de la RAF se mettaient en grève...

Soyez réalistes, lisez l'impossible

Une **Syllepse** est une forme grammaticale qui privilégie les accords fondés sur le sens plutôt que sur la règle...

Syllepse! Ce nom n'est ni un hasard, ni un vain mot. Il concentre et résume notre projet et notre état d'esprit. Il suffit de regarder notre catalogue qui se veut Babel. Ce qui ne signifie pas cacophonie! En effet, si les langues sont multiples, elles débouchent, pas à pas – nous l'espérons, nous y travaillons –, vers des compréhensions communes, vers une langue partagée, vers un sens commun, vers des « tous ensemble » de la pensée et de l'action. Des livres qui parlent séparément... mais frappent ensemble!

Les mouvements et les acteurs sociaux produisent des idées, émettent des propositions, interprètent le monde et agissent sur lui. **Syllepse** est un des outils auxquels ils peuvent faire appel pour satisfaire à une certaine fameuse onzième thèse et donner ainsi chair et âme à la critique-pratique des rapports sociaux capitalistes.

Syllepse n'est rien de plus qu'une petite maison sans étage au milieu des gratte-ciel, mais c'est un espace de liberté éditoriale, un espace d'« auto-édition », un territoire autogéré qui plante le drapeau d'une autre économie politique sur l'archipel des contestations qui émergent au milieu de l'océan capitaliste.

Syllepse est une maison au fonctionnement coopératif, un alter-éditeur, dont l'ambition est simple et modeste: pouvoir dire un jour aux propriétaires des gratte-ciel: « Rendez-vous, vous êtes cernés! »

Éditions Syllepse

69 rue des Rigoles

75020 Paris

www.syllepse.net